



Liberté - Égalité - Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU NORD

Secrétariat général
de la préfecture du Nord

Direction
des politiques publiques

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

27.11.2013

Réf : DiPP-Bicpe/CB

**Arrêté préfectoral imposant à la S.A.S CDI RECYCLAGE des
prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation de
son établissement situé à QUESNOY-SUR-DEULE**

Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
Préfet du Nord
Officier de la légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'Environnement notamment le Titre 1^{er} du livre V ;

Vu les décrets n° 2010-369 du 13 avril 2010 et n° 2012-384 du 20 mars 2012 modifiant la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 novembre 1997 autorisant la SA Compagnies des Matières Premières à poursuivre l'exploitation d'une unité de collecte et de récupération de vieux papiers sur le territoire de la commune de Quesnoy-sur-Deûle ;

Vu le récépissé du 17 novembre 2010 donnant acte à la société CDI Recyclage de la déclaration de reprise d'exploitation des activités exercées par la société Compagnies des Matières Premières sur le territoire de la commune de Quesnoy-sur-Deûle ;

Vu les courriers en date 18 février, 4 avril 2011 et du 18 mars 2013 de la société CDI Recyclage demandant à bénéficier du droit d'antériorité en application des dispositions des articles L.513-1 et R.513-1 du Code de l'Environnement ;

Vu le courrier du 7 janvier 2013 de la société CDI Recyclage déclarant le changement d'adresse de son siège social désormais situé 7 rue du Docteur Lancereaux à Paris (75008) ;

Vu le rapport en date du 27 août 2013 du Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement duquel il ressort que la demande d'antériorité formulée par la société CDI Recyclage est conforme et qu'il est nécessaire, en application des dispositions de l'article R.513-2 du code susvisé, que cette dernière complète sa déclaration par la fourniture d'un dossier constitué des pièces énumérés à l'article R.512-6 du code susvisé ;

Vu l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Nord lors de sa séance du 22 octobre 2013 ;

Considérant que l'installation sise à Quesnoy-sur-Deûle - rue de la Prévôté - exploitée par la société CDI Recyclage est soumise à autorisation selon la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant les caractéristiques de l'installation de broyage de vieux papiers et de l'activité d'apport de déchets par les producteurs initiaux de ces déchets sont telles que ces activités exploitées par la société CDI Recyclage sont des installations nouvellement classées sous le régime de l'autorisation ;

Considérant que le classement sous le régime de l'autorisation de ces 2 installations est la conséquence de la modification de la nomenclature introduite par les décrets susvisés ;

Considérant qu'il est nécessaire, en application des dispositions de l'article R.513-2 du code susvisé, d'imposer à la société CDI Recyclage de compléter sa déclaration par la fourniture de documents listés à l'article R.512-6 susvisé ;

Considérant la nécessité d'encadrer cette demande de complément par voie d'arrêté préfectoral complémentaire comme prévu par l'article R.512-31 susvisé ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1^{er} - Objet

La société CDI Recyclage, ci-après dénommée exploitant, dont le siège social est situé à Paris (75008) - 7, rue du Docteur Lancereaux - est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour poursuivre l'exploitation de l'installation de traitement de déchets qu'elle exploite à Quesnoy-sur-Deûle (59890) – rue de la Prévôté.

Article 2

L'article 1.1 de l'arrêté préfectoral du 27 novembre 1997 susvisé est modifié comme suit :

"L'exploitant est autorisé, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter, sur son site de Quesnoy-sur-Deûle, les installations suivantes:

Libellé de la rubrique (activité)	Rubrique	Nature de l'installation	Régime
Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques n°2710 et 2711 1. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1000 m ³	2714.1	Les volumes maxi de produits susceptibles d'être présents dans l'installation sont: - papiers/cartons: 7500 m ³ - plastiques: 506 m ³ - autres déchets non dangereux de la rubrique n° 2714 (caoutchouc, textiles, bois): 590 m ³ soit un total de 8600 m ³	A
Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques n°2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782 1. La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j	2791.1	La quantité maximale de déchets traités est limitée à 300 t/j (le broyeur installé a une puissance de 193 kW)	A
Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets. 2. Collecte de déchets non dangereux a . Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 600 m ³	2710-2.a	Le volume maxi de produits susceptibles d'être présents dans l'installation est de 650 m ³	A

Libellé de la rubrique (activité)	Rubrique	Nature de l'installation	Régime
Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables représentant une capacité équivalente totale inférieure à 10 m ³	1432	La capacité de stockage des liquides inflammables en réservoirs manufacturés (capacité équivalente totale) est limitée à 5 m ³	NC
Stations service: installations ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs Le volume annuel de carburant distribué étant inférieur ou égal à 100 m ³	1435	Le volume annuel de carburant distribué est limité à 100 m ³	NC
Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques La capacité de stockage étant inférieure à 25000 m ³	2517	La capacité de stockage est limitée à 30 m ³	NC
Installations de compression fonctionnant à des pressions effectives à 10 ⁵ Pa et comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques	2920	La puissance absorbée est de 11 kW	NC

Régime: A (Autorisation) ou AS (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique) ou E (Enregistrement) ou D (Déclaration) ou NC (Non Classé)"

Article 3

Pour son site de QUESNOY-SUR-DEULE, l'exploitant est tenu de réaliser un dossier comprenant les pièces prévues par l'article R.512-6 du code susvisé, à savoir :

- Une carte au 1/25 000e ou, à défaut, au 1/50 000e sur laquelle sera indiqué l'emplacement de l'installation;
- Un plan à l'échelle de 1/2 500e au minimum des abords de l'installation jusqu'à une distance qui est au moins égale au dixième du rayon d'affichage fixé dans la nomenclature des installations classées pour la rubrique dans laquelle l'installation doit être rangée, sans pouvoir être inférieure à 100 mètres. Sur ce plan sont indiqués tous bâtiments avec leur affectation, les voies de chemin de fer, les voies publiques, les points d'eau, canaux et cours d'eau ;
- Un plan d'ensemble à l'échelle de 1/200e au minimum indiquant les dispositions de l'installation ainsi que, jusqu'à 35 mètres au moins de celle-ci, l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que le tracé des égouts existants. Une échelle réduite peut, à la requête du demandeur, être admise par l'administration ;
- L'étude d'impact prévue à l'article L.122-1 du code susvisé dont le contenu, par dérogation aux dispositions de l'article R.122-3, est défini par les dispositions de l'article R.512-8 du code susvisé ;
- L'étude de dangers prévue à l'article L.512-1 et définie à l'article R.512-9 du code susvisé ;
- Une notice portant sur la conformité de l'installation projetée avec les prescriptions législatives et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité du personnel.

Les études et documents précités portent sur l'ensemble des installations ou équipements exploités par l'exploitant qui, par leur proximité ou leur connexité avec l'installation soumise à autorisation, sont de nature à en modifier les dangers ou inconvénients.

Article 4

Le dossier cité à l'article 3 sera remis en deux exemplaires à Monsieur le Préfet du Nord dans un délai de quatre mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 5 : Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L514-1 du code de l'environnement.

Article 6 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de LILLE :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L511-1 du Code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou l'affichage de cette décision.

Article 7 : Notifications

Le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- Maire de QUESNOY-SUR-DEULE,
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de QUESNOY-SUR-DEULE et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie de QUESNOY-SUR-DEULE pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire,
- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant, ainsi que sur le site internet de la Préfecture du Nord (www.nord.gouv.fr rubrique ICPE – Autre ICPE : agricoles, industrielles, etc – prescriptions complémentaires).

Fait à Lille, le 27 NOV 2013

Le préfet,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général adjoint


Eric AZOULAY

